



**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté du – 5 JAN. 2017

**mettant en demeure la société MRE de se conformer aux prescriptions édictées en
matière d'installations classées pour la protection de l'environnement visant la
cessation définitive des activités**

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, R. 512-39-1 et suivants et ses articles R. 512-55 à R. 512-60 relatif au contrôle périodique des installations soumises à déclaration avec contrôle ;
- Vu le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 décembre 2015 nommant Mme Nicole KLEIN préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-001 du 4 janvier 2017 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2005 autorisant la société M.R.E. à exploiter des installations de roues pour tondeuses au 7-9, rue de la Grande Flandre – Neufchâtel en Bray (76270) ;
- Vu la visite d'inspection du 10 novembre 2015 constatant que le site est toujours en activités ;
- Vu la lettre recommandée avec AR du 09 décembre 2015 de l'exploitant (M. BATTEUX Xavier) transmise à la préfecture et relative à la notification de la cessation d'activités effective au 31 décembre 2015 ;
- Vu le rapport (société CERDIS Environnement) de novembre 2008 « caractérisation initiale et évaluation de la pollution potentielle minérale et organique » du site de Neufchâtel en Bray ;
- Vu la lettre de M. BATTEUX Xavier, Président de MRE du 02 mars 2016 adressée en préfecture ;
- Vu le rapport (n° INV 152 15 5IS – VF) « diagnostic complémentaire de pollution » – étude historique et de vulnérabilité, visite de site et investigations sur les sols, les eaux et les gaz – 7, rue Grande Flandre – Neufchâtel en Bray" du 12 février 2016 de la société ICF Environnement ;
- Vu le bordereau de transmission du 21 octobre 2016 de la préfecture concernant la lettre du 17 octobre 2016 (M. BATTEUX Xavier, Président de MRE – siège social ; rue des Etangs à

Blangy sur Bresle et les lettres du 4 mars 2016 adressées au maire de la commune de Neufchâtel en Bray et à M. VUILLEQUEZ de la SCI (1, rue Denoyelle à Neufchâtel en Bray), propriétaire du terrain et des bâtiments implantés 4 – 9, rue de la Grande Flandre à Neufchâtel en Bray, les informant sur l'usage futur (de nature « industriel ») du site susvisé ;

Vu les constats dressés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 9 novembre 2016, où étaient présents M. BATTEUX Xavier, dernier exploitant de MRE et M. VUILLEQUEZ Daniel, propriétaire du terrain et des bâtiments, via la SCI susvisée. A savoir : Présence d'une aire de brûlage à l'air où sont entreposés des résidus de combustion, de déchets liquides en fond d'une fosse de l'atelier d'injection, de poudre de stéarate de zinc sur le sol d'un local attenant à cet atelier, de boues dans des fosses de l'atelier de cataphorèse et de déchets au droit de l'aire de lavage (produit Ph 14) de pièces pour l'atelier de cataphorèse ;

Vu l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement qui dispose :
*« II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :
1° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.III ».

Vu l'article R. 512-39-2-II du code de l'environnement qui dispose :

II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Vu la lettre du 6 décembre 2016 de l'inspection des installations classées adressée à l'exploitant (M. BATTEUX Xavier, Président de MRE)

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

- que les installations exploitées par la société MRE relevaient du régime de l'autorisation au titre notamment, des rubriques 2565-2a et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que la société MRE a notifié à la préfecture la cessation de ses activités exercées 7-9, rue des Flandres à Neufchâtel en Bray ;
- que le rapport (société CERDIS Environnement de novembre 2008) « caractérisation initiale et évaluation de la pollution potentielle minérale et organique » du site de Neufchâtel en Bray révèle une pollution d'une partie des sols par des métaux (plomb, zinc, cadmium et mercure), des hydrocarbures, du trichloréthylène et du benzo(a)pyrène ;
- que le rapport (n° INV 152 15 5IS – VF) du 12 février 2016 de la société ICF Environnement « diagnostic complémentaire de pollution » – étude historique et de vulnérabilité, visite de site et investigations sur les sols, les eaux et les gaz – 7, rue Grande Flandre – Neufchâtel en Bray :
 - confirme que des sols sont pollués par des hydrocarbures, métaux lourds (zone de brûlage à l'air libre...)
 - révèle une pollution des sols par les dioxines / furanes (jusqu'à 65 000 fois le seuil de référence du BRGM)

- révèle une nappe flottante souterraine, la présence de BTEX, HAP au droit d'un piézomètre PZ1
- révèle la présence de BTEX, de COHV, HCT aromatiques et d'alkibenzène dans l'air prélevé au piézair PZG4
- recommande l'excavation de 8 000 t de terres, des précisions sur l'étendue des zones susceptibles d'être impactées par les dioxines / furane et la réalisation d'une nouvelle campagne de surveillance des eaux souterraines et la remise d'un plan de gestion des terres ;

- qu'à la connaissance de l'inspection des installations classées aucune réponse n'a été apportée aux deux lettres du 4 mars 2016 adressées au maire de la commune de Neuchâtel en Bray et à la SCI Vuillequez, propriétaire des terrains ;

- qu'il y a lieu de satisfaire les dispositions de l'article R.512-39-1 - III du code de l'environnement, à savoir placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code susvisé, afin de permettre un usage futur compatible pour des activités commerciales et / ou artisanales ;

- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8- I du code de l'environnement en mettant en demeure la société MRE, représentée par M. BATTEUX Xavier en sa qualité de président de la société MRE et dernier exploitant de la société MRE sise 7-9, rue des Flandres à Neufchâtel en Bray, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1-III du code de l'environnement et ce dans le but d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 –

La société MRE, représentée par M. BATTEUX Xavier en sa qualité de président, ayant exploité une installation classée notamment, de fabrication de roues de tondeuses au 7-9, rue des Flandres sur la commune de Neufchâtel en Bray est mise en demeure :

- dans un délai maximal de 2 mois, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1-II du code de l'environnement en finalisant l'évacuation des déchets présents sur le site,
- dans un délai maximal de 4 mois, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1-III et R.512-39-2-II du code de l'environnement en :
 - opérant un diagnostic de l'état de la pollution des sols, sous-sol et eaux souterraines – Interprétation de l'état des milieux, afin d'améliorer la connaissance des milieux au regard des impacts dus aux dioxines et furane et aux pollutions recensées ;
 - remettant un plan de gestion (maîtrise des sources et des impacts de pollution, mesures de gestion – coût / avantages – techniques de traitement de la pollution, mesures de confinement, restrictions d'usage...) et une analyse des risques résiduels conformes aux dispositions de la note ministérielle du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols – Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués et de textes qui y sont associés et en réalisant les actions nécessaires de dépollution / confinement permettant de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et compte tenu de l'usage futur proposé (industriel).

Article 2 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 –

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le maire de NEUFCHÂTEL EN BRAY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et qui sera adressé au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à ROUEN, le

– 5 JAN. 2017

Pour la préfète, et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER